



Sous la direction de Karl Hanson

Le paradoxe de la curatelle d'assistance éducative (CAE)

Une mesure civile en vue de protéger les mineurs et une aide à la parentalité

MÉMOIRE – Orientation professionnalisante

Présenté à
l'Unité d'enseignement et de recherche en Droits de l'enfant
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour obtenir le grade de Master of Arts interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Joëlle ANTILLE

de

Sierre, Valais

SION

Août 2011

Résumé

La curatelle d'assistance éducative est une mesure du Code civil suisse où l'Etat s'immisce dans la sphère privée familiale, lorsque les parents ne sont pas en mesure de préserver le bien de l'enfant. Pour cela, l'autorité compétente désigne un curateur à l'enfant « qui assiste les père et mère de ses conseils et de son appui dans le soin de l'enfant » (art. 308, al.1). En effet, ce mandat octroie également un soutien aux représentants légaux pour leur permettre de continuer à exercer leurs droits parentaux.

Cependant, l'objectif capital de cette mesure est la protection de l'enfant, et en cas de danger, cette curatelle est prononcée. Par conséquent, les familles sont astreintes à recevoir cette aide. Ce paradoxe (aider par la contrainte) instaure un contexte complexe d'intervention pour les mandataires tutélaires, qui ont la tâche délicate d'opérer auprès des familles en tenant compte de cette réalité contradictoire. De plus, des tensions peuvent survenir entre les différents acteurs impliqués au sein de cette curatelle (l'Etat : l'autorité et les mandataires tutélaires, les parents et enfants) dues à des points de vue divergents, un refus de collaboration des parents, etc. Ce présent mémoire se questionne sur les pratiques et stratégies des mandataires tutélaires au sein d'un mandat contradictoire et les réactions des familles.

Art. 308 (Code civil suisse, 2011)

¹ Lorsque les circonstances l'exigent, l'autorité tutélaire nomme à l'enfant un curateur qui assiste les père et mère de ses conseils et de son appui dans le soin de l'enfant.

² Elle peut conférer au curateur certains pouvoirs tels que celui de représenter l'enfant pour faire valoir sa créance alimentaire et d'autres droits, ainsi que la surveillance des relations personnelles.

³ L'autorité parentale peut être limitée en conséquence.

Tables des matières

1. Introduction	4
1.1. Choix du travail de recherche.....	4
1.2. Le triangle des droits de l'enfant	5
1.3. Problématique	6
1.4. Méthodologie : apports théoriques et entretiens	7
2. Le mandat d'assistance éducative	9
2.1. Evolution de la protection de l'enfance en Europe	9
2.2. Apparition de la CAE dans le Code civil et le Code pénal suisses	10
2.3. Fonctionnement de la CAE (conditions et objectifs)	10
3. Le paradoxe de cette mesure : « l'aide contrainte »	14
3.1. Le contexte de l'aide sous mandat tutélaire	14
3.2. Réflexions théoriques autour de l'aide contrainte.....	15
3.3. Stratégies des acteurs à travers cette injonction paradoxale	17
4. Tensions entre les acteurs découlant de ce contexte paradoxal	20
4.1. Les « aidés contraints »	20
4.1.1. Les familles bloquées dans l'injonction paradoxale.....	20
4.1.2. Les familles dépendantes du mandat.....	21
4.1.3. Les familles dépassées par le mandat	22
4.1.4. Les familles niant leurs carences éducatives et refusant le mandat....	22
4.1.5. L'enfant au sein d'un environnement familial conflictuel	23
4.2. L' « aidant » et sa position ambiguë dans l'injonction paradoxale	25
4.3. Quelques pistes d'intervention	27
5. Conclusion.....	31
Abréviations	33
Bibliographie	34

1. Introduction

1.1. Choix du travail de recherche

La curatelle d'assistante éducative [CAE], article 308 al.1 du Code civil suisse [CCS], m'a interpellée pour différentes raisons. En premier lieu, cette mesure tutélaire protège un enfant évoluant au sein d'un foyer familial où des carences éducatives ont été décelées. Cette intervention a l'avantage de soutenir les parents dans leurs tâches éducatives avec l'aide d'un curateur¹, avant d'envisager une mesure plus restrictive telle qu'une limitation de l'autorité parentale ou un placement. Ainsi, la CAE témoigne une volonté de la part de la protection de l'enfance d'opter pour des dispositions proportionnelles aux situations.

Etudier une mesure comportant une protection à l'enfant tout en maintenant ses liens familiaux au quotidien est une solution alternative respectueuse des droits des enfants à ne pas être séparés de leurs familles.

Néanmoins, cette alternative, par son statut d'injonction, est une disposition prévue au Code civil contraignant les familles à accepter une assistance éducative. Aider par la contrainte concilie par conséquent deux éléments antagonistes. Cette forme d'aide spécifique, intitulée « le paradoxe de l'aide contrainte » ou « l'injonction paradoxale », conduit des professionnels à s'immiscer dans des familles pour les soutenir sans que les parents et enfants aient eu le choix d'accepter cette décision tutélaire ou judiciaire (Hardy, 2001).

Dans la pratique, ce phénomène paradoxal suscite différentes interrogations telles que les tensions avec les autorités lorsque les familles refusent cette aide, les stratégies utilisées par les bénéficiaires de la mesure et les mandataires tutélaires, etc.

Pour finir, cette problématique mérite une attention particulière de par les données statistiques suisses mettant en exergue son évolution croissante. En effet, les curatelles de l'article 308 du CCS représentent la majorité des mandats attribuée aux mineurs (23'831 prononcées en 2009 sur un total de 40'550 mesures de protection des mineurs). Par conséquent, 59% des interventions de la protection de l'enfance concernent l'article 308. Quant à son alinéa 1, 1289 CAE sont recensées, mais ce chiffre est futile car tous les cantons ne détaillent pas cet article selon ses alinéas (Affolter & Frossard, 2010).

¹ L'utilisation du genre masculin a été adoptée afin de faciliter la lecture.

En outre, ces chiffres sont à étudier avec précaution, car la curatelle présentement étudiée est davantage sollicitée que ne peuvent laisser apparaître ces recensements. Ceci s'explique par le fait que les autorités ont la possibilité de coupler plusieurs mandats (comme par exemple l'article 310 et 308) et ces derniers seront enregistrés une seule fois à travers l'article 310. De plus, le mandat d'assistance éducative (art. 308 al.1) peut conférer au curateur des pouvoirs particuliers (al.2) et/ou limiter l'autorité parentale (al.3). À nouveau, ce mandat apparaîtra exclusivement à travers l'alinéa 2 ou 3 (Conférence des cantons en matière de protection des mineurs et des adultes [COPMA], 2010).

1.2. Le triangle des droits de l'enfant

Tout individu a des droits fondamentaux universels. L'enfant, par son statut de mineur, a des droits spécifiques défendus dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant [CDE], tels que recevoir une éducation, de bons soins, etc. L'éducation de l'enfant, en premier lieu, incombe aux parents. En effet, les parents ont la responsabilité d'assurer le développement de l'enfant et l'Etat accorde une aide dans la mise en place d'institutions appropriées pour veiller à ce principe (CDE, art. 18, 1989). Cependant, en cas de danger, la présente Convention enjoint les Etats parties d'intervenir au sein du foyer familial pour « protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, etc. » (CDE, art. 19, 1989).

En Suisse, le Code civil raisonne sur la base de ce même principe. La famille constitue un domaine privé et par conséquent, l'éducation des enfants fait partie de ses devoirs. L'Etat a le devoir de s'ingérer dans cette sphère uniquement « lorsque les circonstances l'exigent » (CCS, art. 308 al.1, 2011). Ainsi, l'immixtion d'un travailleur social au sein d'une famille par une CAE respecte ce droit prévu dans la CDE, veiller aux soins octroyés par les parents lorsque le développement de l'enfant est menacé.

Les paragraphes ci-dessus ont énoncé d'ores et déjà les trois acteurs principaux se côtoyant à travers ce mandat. En effet, l'article 18 de la CDE met en scène le triangle des droits de l'enfant où l'Etat, les parents et l'enfant sont impliqués. Cette relation triangulaire institue un pacte social entre l'Etat (comportant une instance décisionnelle : l'autorité compétente et une instance exécutoire : les mandataires tutélaires), les parents et l'enfant. Ce dernier, au centre de cette mesure, a le droit d'être éduqué par ses parents et protégé par l'Etat en cas de besoin (Zink, 2009).

1.3. Problématique

La curatelle d'assistance éducative met en inter-relation trois acteurs principaux (voir supra) avec des positions différentes. Leur collaboration impliquera sans doute certaines tensions. La première apparaît dans la définition de cette assistance qui, par son statut de mesure tutélaire, est prescrite aux parents, d'où le paradoxe d'une aide contrainte. Ainsi, des tensions apparaissent entre l'Etat, imposant la mesure et les parents, étant contraints de l'accepter. Les curateurs éducatifs, au cœur de l'intervention et basculant entre les attentes de l'autorité et des parents, seront au centre de ce travail.

Ce paradoxe suscite une série d'interrogations qui sont reprises dans les deux questions de recherche suivantes qui serviront d'angle afin d'aborder cette mesure d'ordre civil tout au long du mémoire : *Dans quelle mesure est-il possible d'imposer, sous contrainte, à une famille un soutien éducatif conçu comme une mesure d'aide ? Comment les curateurs travaillent au quotidien avec cette réalité paradoxale ?*

En 2001, Hardy, par son expérience sur le terrain en tant qu'assistant social, développe cette thématique et ses explications serviront de base théorique afin d'explicitier ce paradoxe. L'auteur relève les corollaires d'un mandat sous injonction paradoxale. Le premier consiste à astreindre une aide aux familles tout en attendant qu'elles la souhaitent et même la sollicitent au préalable. Cette demande émanant des autorités est impossible, car les bénéficiaires d'une CAE n'ont pas la possibilité de prouver qu'ils souhaitent cette assistance qu'une tierce personne ait désirée pour eux.

Afin de répondre à cette requête inapplicable, les familles développent différentes stratégies (ex. fuir, faire semblant de vouloir cette aide, etc.). La situation n'est guère plus évidente pour les curateurs appliquant le mandat, tiraillés entre les deux penchants de la mesure (l'aide et la contrainte) et entre les requêtes de l'autorité et de la famille.

Les éléments explicités ci-dessus amènent à l'hypothèse suivante :

Instaurer une mesure d'aide par la contrainte entraîne des tensions entre la famille et le curateur et ce dernier devra choisir en valorisant l'un des deux penchants de la mesure.

A cette réalité complexe et paradoxale s'ajoute un mandat flou. En effet, la lecture de l'article 308 révèle une définition large d'une CAE. Elle laisse place à une possibilité infinie d'actions à l'égard du mandataire. Nonobstant, les missions du curateur doivent être détaillées dans l'ordonnance du tribunal tutélaire afin qu'il ait à sa connaissance l'étendue de ses pouvoirs. Dans la pratique, l'autorité compétente omet communément de mentionner et de préciser ces données. Toutefois, le Code civil est en cours de révision et dès 2013, l'autorité tutélaire aura l'obligation de détailler ces éléments.

Pour aborder cette problématique, le présent travail s'articule en quatre parties. Pour commencer, le contexte d'apparition de cette curatelle en Suisse sera défini avec une brève présentation du fonctionnement de cette mesure dans le but d'observer son déclenchement et ses objectifs. La partie centrale reposera sur l'analyse du paradoxe de cette curatelle (le contexte d'une aide sous contrainte, les stratégies des différents acteurs et les tensions découlant de cette injonction paradoxale). Ensuite, quelques pistes d'intervention seront proposées. Pour conclure, je reviendrai sur le questionnement de ma problématique afin de vérifier mon hypothèse.

1.4. Méthodologie : apports théoriques et entretiens

Ce travail de recherche est conçu principalement sur les connaissances théoriques préalablement acquises par d'autres auteurs au sujet de cette problématique. Toutefois, une recherche empirique en Suisse sur les mesures de protection de l'enfant a été réalisée auprès des familles, mandataires tutélaires et les autorités. Cette enquête réunit une équipe de chercheurs dans le cadre du Programme national de recherche [PNR 52] sur « l'enfance, la jeunesse et les relations entre générations dans une société en mutation » et compare quatre dispositifs en Suisse alémanique et romande. Divers intervenants la commentent et mettent en lumière les tensions entre les différents acteurs (Häfeli, Jud, Mey, Stettler & Voll, 2010).

En vue de saisir le travail quotidien des curateurs avec les contradictions de cette mesure, deux professionnels investis de la fonction de curateur de la protection de l'enfance ont été interrogés. Il s'agit de Mme Nathalie Nanchen, curatrice à l'Office pour la Protection de l'Enfant [OPE] de Sierre et M. Gabriel Frossard, ancien curateur au Service du tuteur général [STG] à Genève.

Ces interviews ne seront pas présentées dans le détail, mais aideront à concevoir leur terrain d'action, les dilemmes rencontrés et à présenter leurs stratégies d'intervention. Pour des raisons éthiques, ces personnes ont été informées que leurs propos, accompagnés de leur nom, transparaissent à travers ce mémoire.

Quant à la curatelle d'assistance éducative, celle-ci est abordée de manière interdisciplinaire, puisqu'il est essentiel d'user de notions relevant de diverses disciplines afin de présenter une mesure de protection de l'enfance. Effectivement, le travailleur social collabore au sein d'un réseau composé de professionnels de divers horizons (psychologues, pédagogues, enseignants, autorités judiciaires, etc.) pour aider l'enfant et sa famille.

A travers ce travail, l'accent sera mis sur trois disciplines ; la première juridique, en vue de saisir le déclenchement d'une curatelle, ses objectifs et son but visé. La seconde, la sociologie, soulignera le contexte socialement déterminé d'un mandat tutélaire. En effet, une intervention auprès de familles n'est pas neutre, car les professionnels perçoivent leur aide selon leur vécu subjectif. De plus, l'environnement dans lequel le mandat est instauré est culturellement déterminé par des éléments tels que l'image de l'enfant, la manière de percevoir une éducation « adéquate », etc. La dernière, la psychologie, favorisera la compréhension des besoins d'un enfant selon son âge afin qu'il se développe dans des conditions optimums.

Cependant, ce choix ne remet pas en doute non seulement l'importance des autres sciences, mais également leur complémentarité. L'exemple suivant éclaircira cette inter-dépendance entre les disciplines se côtoyant lors d'une mesure de protection de l'enfant. En instituant une mesure, le CCS a comme but de défendre « l'intérêt supérieur de l'enfant ». Cette notion, à teneur juridique, n'est cependant pas définie. Pour cela, le droit a besoin de faire appel aux sciences de l'éducation pour définir ce concept relevant du domaine de l'éducation.

2. Le mandat d'assistance éducative

2.1. Evolution de la protection de l'enfance en Europe

Les politiques de protection de l'enfance sont largement influencées par la vision culturelle de l'enfance. Au cours de l'histoire, ce statut de l'enfant en Europe s'est profondément transformé et il est donc utile d'en présenter un bref aperçu.

Jusqu'au 19^{ème} siècle, la famille, de caractère clanique, vit sous l'autorité du père et ce système s'intitule la *patria potestas*. Cette autorité paternelle est royale, illimitée et l'enfant, au sein de cette famille, se retrouve dépersonnalisé. Au début du 19^{ème} siècle, un intérêt grandissant pour l'enfant se développe et une prise de conscience de l'Etat de devoir le protéger (Zermatten, 2008).

Ariès, historien français, explique en 1973 ce nouvel intérêt pour l'enfant en effectuant un parallèle avec la séparation entre la sphère privée (la famille est privée) et professionnelle (l'activité rémunérée relève de la sphère publique). En effet, cette division a attribué la charge des enfants uniquement au champ familial (principalement aux mères), ce qui amène au fait suivant : plus une famille se replie dans un foyer, plus l'enfant prend de l'importance.

La plus grande évolution concernant la protection de l'enfance apparaît dès le 20^{ème} siècle. En effet, des mouvements pédagogiques apparaissent et la psychologie de l'enfant se développe. Dorénavant, l'enfant est titulaire de droits (ex. l'adoption de la CDE au niveau international en 1989) et l'Etat veille à ce que les parents, entre autre, les respectent (Zermatten, 2008).

En Suisse, ces droits sont contenus dans le Code civil et le législateur a prévu différents types de mesures de protection de l'enfant (art. 307 à 312 CCS). Celles-ci sont toujours dues à une déficience de l'autorité parentale. Elles s'intitulent les mesures tutélaires et prévoient à des degrés différents l'empiètement de l'autorité parentale et dans les cas extrêmes sa suppression.

2.2. Apparition de la CAE dans le Code civil et le Code pénal suisses

La curatelle d'assistance éducative trouve « sa source dans le droit français (décret-loi du 30 octobre 1935) », où le but initial de l'assistance éducative était de surveiller de manière officieuse les familles avant de prononcer une déchéance de la puissance paternelle (Moreau & Tulkens, 2000, p. 237). L'objet de cette mesure a évolué et n'a plus comme but de retirer cette autorité aux parents mais de les aider à l'exercer au mieux.

En Suisse, l'article 308 fut adopté par la réforme du droit de la filiation datant de 1976. Au moment de son instauration, le message du Conseil fédéral ne l'explicitait que brièvement et lors des travaux préparatoires, celui-ci n'avait obtenu qu'une place réduite. En effet, les législateurs n'avaient guère imaginé qu'il deviendrait le pilier central du dispositif pour assurer la protection de l'enfance. Au sein de cet article, la curatelle présentement étudiée a connu une progression spectaculaire qui s'explique en partie par la volonté d'intervenir en limitant le moins possible l'autorité parentale, afin de respecter le principe de proportionnalité (Stettler, 2006).

La CAE connaît son équivalent en droit pénal des mineurs (DPMIn, art. 13, 2011). Elle s'intitule l'assistance personnelle et consiste à privilégier une mesure à une peine pour des mineurs délinquants nécessitant une aide (Stettler, 2006). Avant la séparation entre le Code pénal des adultes et des mineurs, cet article était une disposition spécifique des mineurs contenue dans le Code des adultes (art. 84, CPS : révision de 1971).

2.3. Fonctionnement de la CAE (conditions et objectifs)

Le point de départ de toute mesure tutélaire en matière de protection des mineurs est l'article 307 al.1 du CCS qui contraint l'autorité tutélaire à intervenir lorsque la condition suivante est remplie : le développement de l'enfant « est menacé » et que « les père et mère n'y remédient pas d'eux-mêmes ou soient hors d'état de le faire ».

En se limitant à l'article 308 al.1 du CCS, une curatelle d'assistance éducative est ordonnée : « Lorsque les circonstances l'exigent... ». Donc, la simple existence d'une menace pour le développement corporel, moral et intellectuel de l'enfant justifie une mesure (Imthurn, 2002).

Etant donné le flou et le manque de précision autour des deux dispositions préalablement énoncées, il est nécessaire d'y apporter quelques précisions à travers d'autres documents ou articles. Tout d'abord, avant l'instauration de cette curatelle dans le Code civil, le Conseil fédéral, à travers son message en 1974, énonçait la condition suivante : « ... lorsque, à défaut d'un tel appui, les parents ne peuvent faire face à leur tâche, sans toutefois que des mesures plus énergiques soient nécessaires » (cité par Meier & Stettler, 2009).

Hegnauer, en 1988, apporte davantage de précision sur les exigences d'instauration de cette mesure : celle-ci « présuppose que l'enfant court un danger, qu'il soit impossible de prévenir ce danger par les mesures plus limitées de l'art. 307 al. 3, et que l'intervention active d'un conseiller paraisse nécessaire » (cité par STG, 2006, p.6). Avant cela, il est possible que l'autorité tutélaire ait donné des directives aux parents (CCS, art. 307 al. 3, 2011) auxquelles ils n'ont pas donné suite et par conséquent, un curateur a été nommé.

Les causes de ce danger peuvent être multiples, telles que l'inexpérience, la maladie, l'infirmité, l'absence ou l'indifférence des parents (Stettler, 2005, cité par STG, 2006). En tenant compte du degré de ces carences et du respect du principe de subsidiarité, celles-ci justifient la désignation du curateur.

La présentation d'un arrêt de 2002 du Tribunal fédéral suisse illustre ce fonctionnement. Ce cas concerne une famille avec deux enfants dont les parents sont séparés. La maman a l'autorité parentale mais comporte certains troubles psychiques (ce danger pour l'enfant justifie une mesure tutélaire). Considérant que la maman permet d'apporter une stabilité affective à ses enfants, une mesure contraignante limitant son autorité n'est pas nécessaire et la présence d'un curateur éducatif est ainsi suffisante.

Avant d'instaurer ce mandat, l'autorité tutélaire ou un tiers, informe les destinataires à propos des contours et du but de la mesure (l'audition des parents et enfants). Effectivement, les familles ont des droits, dont celui d'être entendu et informé sur le sens de la mesure qui leur est ordonnée. A la suite de cette audition, l'autorité tutélaire ou le juge matrimonial prononce ce mandat et le confie à un curateur. Le destinataire visé par cette mesure est l'enfant : « ...l'autorité tutélaire nomme à l'enfant un curateur... » (CCS, art. 308 al.1, 2011).

Le curateur a donc la possibilité d'agir directement auprès de l'enfant si son âge et sa capacité de discernement le permet tout en informant régulièrement les parents de ses démarches (STG, 2006). Cependant, pour remédier au danger décelé, l'institution d'une assistance aux parents s'avère nécessaire et le mandataire les soutiendra dans leurs tâches éducatives. Ainsi, les parents sont des destinataires indirects de la mesure.

Après avoir éclairci les conditions de déclenchement d'une CAE, il reste à exposer le but de ce mandat et ses missions. L'objectif de toute mesure tutélaire de protection est de préserver « l'intérêt supérieur de l'enfant », ou le « bien de l'enfant » (le droit suisse privilégie ce deuxième terme). Garantir cet intérêt est prévu également au niveau international dans la CDE. En effet, il s'agit d'un droit attribué aux enfants. Ainsi, pour toutes questions les concernant, le défi consiste à prendre une décision en considérant leur intérêt comme ligne directrice primordiale (CDE, art. 3, 1989).

Afin de veiller à ce principe, l'autorité tutélaire institue à une famille un curateur, ce qui « permet de garantir la prise en charge du pupille au niveau de ses besoins essentiels sur lesquels des manquements ont été constatés et de veiller à ce que n'apparaissent pas d'autres carences éducatives » (STG, 2006, p. 15).

Toutefois, un certain flou subsiste avec cette notion qui n'est que très peu délimitée dans le CCS (uniquement les articles concernant les attributs de l'autorité parentale) et une large appréciation est laissée à l'autorité compétente. Face à des définitions touchant à l'éducation de l'enfant, la discipline juridique se retrouve démunie et il est nécessaire de faire appel à d'autres sciences (la psychologie, la pédagogie, etc.) pour expliciter ce concept. Dans le cadre de ce mémoire, celui-ci n'est pas défini en détail, mais symbolise le fait d'assurer aux enfants de bonnes conditions dans leur développement (Meier & Stettler, 2009).

Pour déceler un enfant en danger dans son développement, la psychologie aide à saisir les besoins vitaux d'un enfant, selon son âge, pour un développement harmonieux (un cadre familial stable, un lien d'attachement sain avec ses parents, etc.). Ce dernier exemple est d'autant plus vital qu'il aura des conséquences sur la vie future de l'enfant. En effet, ce lien d'attachement lui permet d'acquérir des bases profitables dans son avenir pour oser découvrir, apprendre et s'attacher (Zink, 2009).

Quant aux actions du mandataire, elles ne se limitent pas à une simple surveillance de l'éducation ou une assistance uniquement sous forme de conseils et d'appui. En effet, Stettler (2006) expose le fait suivant : fournir des conseils aux parents engendrait qu'une action indirecte auprès de l'enfant. Cependant, selon la jurisprudence, l'action du curateur est active et directe. Les textes allemands parlent d'ailleurs d'une assistance fournie « mit Rat und Tat », ce qui signifie « conseil et action ».

Cependant, toutes sortes de missions peuvent être attribuées à travers cette injonction tant que leur finalité consiste à assister les parents dans les questions éducatives relatives à leurs enfants et que ces actions soient inscrites dans le mandat confié au curateur. Il peut s'agir de domaines variés, tels que l'école, la santé, les finances, etc.

De même, les parents ont un rôle à jouer à travers ce mandat. Ils ne subissent pas la mesure, mais collaborent activement avec les travailleurs sociaux. En effet, l'aide apportée est complémentaire aux actions des parents, car la curatelle ne les prive pas de leur autorité parentale, mais empiète uniquement son exercice (Affolter & Frossard, 2010).

Pour terminer sur la compréhension de cette curatelle, il convient en outre de préciser les cas où ce mandat est assorti à d'autres articles du Code civil. Ces cas figurent lorsqu'une curatelle d'assistance éducative n'est plus suffisante pour écarter le danger de l'enfant et qu'une autre mesure doit compléter en attribuant davantage de pouvoir au curateur. L'alinéa 2 de l'article 308 prévoit déjà des cas de figure pouvant être cumulés à l'assistance éducative : la curatelle de droit de visite [CDV] lors des divorces, curatelle de représentation de l'enfant pour faire valoir sa créance alimentaire, curatelle pour faire valoir d'autres droits (ex. une intervention médicale sans l'accord des parents, etc.). D'autres restrictions peuvent s'ajouter à la CAE, telles que la curatelle de paternité (art. 309), le retrait de garde (art. 310), le retrait de l'autorité parentale (art. 311 et 312), etc. (Meier & Stettler, 2009).

... Conclusion ...

Les statistiques ont relevé la surreprésentation des CAE dans les mesures de protection de l'enfant. Son utilisation massive s'explique par la flexibilité de son mandat, laissant aux curateurs une grande souplesse dans l'interprétation de son mandat. Cette disposition modulable a l'avantage de pouvoir être utilisée dans de multiples cas de figure et sans établir d'ingérence formelle sur l'autorité parentale.

3. Le paradoxe de cette mesure : « l'aide contrainte »

3.1. Le contexte de l'aide sous mandat tutélaire

La curatelle d'assistance éducative est administrée dans un contexte complexe où de multiples variables entrent en jeu, telles que les inter-relations entre les acteurs principaux et le réseau inter-disciplinaire de professionnels autour de la mesure, l'histoire individuelle de chaque acteur et sa perception subjective de la situation, etc. (Bateson, 1972/1980). L'articulation de ces dimensions influence le fonctionnement d'une CAE.

En effet, les rapports entre les acteurs de cette relation triangulaire, énoncée lors de l'introduction, ont une incidence sur l'efficacité du mandat. De ce fait, la collaboration entre les individus concernés par cette mesure, l'échange d'informations sur l'évolution du mandat, la compréhension du rôle de chaque acteur impliqué, etc. sont des indicateurs précieux afin d'accomplir une intervention efficace.

Au sein de cette relation triangulaire, les inter-relations sont empreintes également d'une dimension subjective, influant fortement les réactions et les stratégies des personnes. En effet, la sociologie constructiviste souligne qu'un individu évalue davantage sa situation selon sa perspective subjective que la réalité objective. Cette subjectivité amène chaque acteur à interpréter sa situation symboliquement selon un angle qui lui est propre, dépendant de son vécu, ses valeurs, sa position au sein du réseau, sa compréhension de la situation, etc. Ainsi, transmettre l'injonction d'aide aux familles de manière claire est vital, vu que le sens qu'elles attribuent à ce paradoxe aura une incidence sur leur collaboration (Stoecklin, 2009).

Tous ces paramètres influencent les actions, réactions et stratégies de l'ensemble des acteurs. Effectivement, les individus sont inscrits dans un réseau de relations et s'influencent réciproquement. Cette interdépendance est expliquée par le sociologue Elias (1991) qui l'illustre avec l'aide de la métaphore du filet. Il compare la société à un filet et chaque modification d'un nœud a des répercussions sur l'ensemble du filet. Cette dynamique sociale où chaque élément est mis en interaction de manière systémique s'intitule la double structuration : chaque acteur au sein de cette mesure est structuré par son environnement (influencé par les autres) et ses actions ont à son tour un effet sur son environnement (influence les autres).

3.2. Réflexions théoriques autour de l'aide contrainte

Cette partie théorique met en exergue les deux penchants (l'aide et la contrainte) de la mesure présentement étudiée et fournit une explication de ce concept « d'aide contrainte ».

✂ Une mesure d'aide avec la participation de la famille

Le législateur utilise le mot « assiste » pour définir le rôle du curateur au sein de cette mesure civile. Ce terme éclaire d'emblée l'esprit d'une CAE consistant à aider les familles à exercer leur autorité parentale. Cette intervention présuppose d'établir une relation de confiance, afin d'obtenir une participation active des parents et enfants.

✂ Une mesure imposée avec des moyens de contrainte

Le fait de concevoir cette curatelle comme une aide au sens strict serait une illusion. Elle est ordonnée dans l'intérêt de l'enfant et par conséquent, le consentement des parents n'est pas obligatoire (Stettler, 2006). En effet, le mandataire tutélaire a la possibilité d'intervenir activement contre le gré des parents si un danger menaçant l'enfant est décelé (STG, 2006). Dès lors, la collaboration parentale est fortement souhaitée et le cas échéant, astreinte.

Les moyens de contrainte existent lorsque l'action du mandataire est compromise par un défaut de collaboration des détenteurs de l'autorité parentale. Pour renforcer le pouvoir du curateur, l'alinéa 3 (la limitation de l'autorité parentale) prévoit ce cas de figure. Or, user de cet artifice n'est que rarement utilisé dans la pratique, car « le recours à cet instrument exige une description précise des prérogatives visées et une motivation solide de la décision » (Stettler, 2006, p. 330).

Cependant, lorsque toute décision du curateur est entravée par les parents, ce moyen de contrainte s'avère nécessaire. G. Frossard (personal communication, April 16, 2011) est d'avis qu'il serait bénéfique de renforcer le mandat d'une curatelle d'assistance éducative, en incluant systématiquement la clause alinéa 3 de l'article 308. Cet ajout préciserait dans chaque décision tutélaire ou judiciaire que l'autorité se réserve le droit de limiter l'autorité parentale dans les cas s'avérant nécessaires. Cette disposition supplémentaire assurerait plus rapidement la sécurité de l'enfant lorsque les parents ne respectent pas leurs engagements.

✂ Une mesure d'aide contrainte

L'exposition préalable des deux penchants de la mesure atteste du paradoxe émanant de cette mesure qui conjugue deux éléments contradictoires. Théoriser ce phénomène, le comprendre et l'admettre sont indispensables dans le but de saisir le contexte dans lequel les curateurs agissent sur le terrain. Pour ce faire, Hardy, en 2001, retrace à travers son ouvrage les différentes phases amenant à ce paradoxe et ses différentes composantes.

La première étape de cette aide contrainte débute par l'entrée en relation de deux ou plusieurs personnes. Dans le cas présent, l'autorité tutélaire ou judiciaire (l'acteur contraignant) impose une injonction à la famille (l'aidé contraint) et cette dernière est obligée d'entrer en relation avec le mandataire tutélaire (l'aidant contraint).

En parallèle, la structure du message (le mandat) envoyé par l'autorité « affirme quelque chose et affirme quelque chose sur sa propre affirmation : ces deux affirmations sont incompatibles et s'excluent l'une à l'autre » (Hardy, 2001, p. 23). Ainsi, des carences parentales ont été décelées et une assistance est apportée. L'acteur contraignant l'impose à la famille tout en souhaitant qu'elle émette une volonté de changer.

« Je veux que tu te changes parce que je constate que tu as un problème mais tu ne peux simplement obéir, il faut que tu veuilles te changer » (Hardy, 2001, p. 25).

Dès lors, un paradoxe émerge, vu que le comportement attendu par les autorités, un changement des familles, doit précéder l'ordre. Donc, deux niveaux d'ordre existent à travers cette injonction et se contredisent. Effectivement, il est demandé à un individu auquel une aide a été imposée que, celle-ci émane de lui. Cette attente est impossible, car afin d'y répondre adéquatement, il y aurait fallu de ne pas en avoir reçu l'ordre.

A cette situation complexe, deux composantes supplémentaires s'ajoutent pour former une situation de « double contrainte » ou « double lien », concept théorisé sous le nom de « *double bind* » par l'anthropologue Bateson (1972/1980). La première composante de ce double lien est la suivante : les familles ont l'obligation de répondre à ce mandat. Elles n'ont guère la possibilité de mettre un terme à la relation avec le curateur, étant donné que le mandat est imposé.

La deuxième consiste en l'incapacité d'échapper au message contradictoire de l'injonction. En outre, même les individus désirant recevoir une aide et modifier leurs comportements ressentent une impuissance face à leur incapacité à démontrer que leur envie de changer est réelle.

Pour résumer, les « aidés contraints » ne sont pas en mesure de se soustraire au mandat et en même temps ne peuvent y réagir de manière adéquate, vu que ce « jeu » est piégé, impossible et contradictoire (Hardy, 2001).

3.3. Stratégies des acteurs à travers cette injonction paradoxale

Après cette présentation du procédé d'une injonction paradoxale découlant d'une mesure d'assistance éducative, les tentatives des différents individus pour dépasser ce paradoxe vont être examinées. Les professionnels œuvrant à travers cette mesure et les bénéficiaires sont des acteurs et par conséquent, agissent et usent de certaines stratégies. Dès lors, même au sein d'un contexte contraint, une marge de manœuvre pour les individus existe (Hardy, 2001).

Les « aidants contraints »

Les mandataires tutélaires opèrent à travers un cadre institutionnel établi par une autorité avec l'aide d'un mandat paradoxal. Face à cette situation particulière, chaque intervenant bénéficie d'une certaine liberté d'action, qui dépendra, comme vu lors du contexte, également de son vécu, sa perception personnelle de la situation.

Les deux premières stratégies consistent à valoriser l'un ou l'autre penchant de la mesure :

- **Valoriser l'aide** : Le curateur masque la contrainte, en accordant peu d'importance au jugement de l'autorité et met la priorité sur la relation avec les familles.
- **Valoriser la contrainte** : Le curateur utilise l'ordre imposé par l'autorité en menaçant les aidés contraints de s'y soumettre dans le but d'envisager dans le futur une levée du mandat.

Ces deux stratégies avancent une première explication relative à ma question de recherche. Effectivement, une première manière d'intervenir pour le mandataire au quotidien avec cette mesure paradoxale est d'ignorer cette contradiction en axant son intervention sur un des penchants de la mesure. Cette conception confirmerait mon hypothèse où le curateur devrait nécessairement choisir entre l'aide ou la contrainte.

Néanmoins, il convient de se questionner sur la pertinence de séparer ces deux aspects en privilégiant l'un ou l'autre. Hardy répond à cette interrogation en relevant qu'une accentuation de l'un ou l'autre penchant de la mesure consiste en un déni de la situation d'aide contrainte.

« Le résultat de telles procédures est d'une part de mystifier la contrainte, en laissant supposer qu'elle n'existe pas, et d'autre part l'aide, en laissant supposer qu'elle existe » (Hardy, 2001, p.36).

Axer donc une action sur une des deux composantes serait, par conséquent, vain étant donné qu'il est impossible de supprimer le paradoxe. Hardy évoque alors une alternative ayant l'avantage de composer avec ces deux éléments : **r(user) du paradoxe** et valoriser une aide émancipatrice tenant compte du paradoxe, sans le nier.

Les « aidés contraints »

Les familles ne se soumettent pas au mandat passivement et trois alternatives s'offrent à elles.

- Refuser l'aide contrainte

La famille ressent cette aide comme inappropriée et refuse de collaborer. Cette alternative est rare vu les enjeux d'un mandat tutélaire pouvant amener à l'imposition d'une mesure plus lourde.

- Méta-communiquer

Il est question de dialoguer à propos du problème de communication existant (la mesure paradoxale) et le « double lien » serait dès lors outrepassé. Cependant, cet échange nécessite d'avoir le même mode de communication et fréquemment, les familles disposent de codes culturels différents les privant de tirer profit de cette alternative (Hardy, 2003).

- Adhérer réellement à l'aide ou de manière stratégique

Deux stratégies s'offrent à la famille dans sa manière d'accepter le mandat. Soit, elle adhère réellement à la mesure, prend conscience de ses difficultés et parfois même la demande en formulant une aide qui est la sienne.

Soit la famille persuade qu'elle adhère à ce qui lui est imposé afin que « l'aidant » se sente reconnu dans son travail. Hardy, lors d'une journée d'étude avec ATD Quart Monde, mouvement international de lutte contre la pauvreté datant de 1965, a relevé cette ruse. Les individus bénéficiant d'une aide semblaient « ...conscients des problèmes qu'adoraient leurs travailleurs sociaux et savaient comment être de bons assistés sociaux qui présentent des problèmes adéquats aux travailleurs sociaux » (2003, p. 9).

Dès lors, comment différencier si les familles acceptent la mesure ou « font semblant » ? Cette question amène à une certaine cristallisation du paradoxe, vu que cette adhésion est impossible à prouver. De plus, une méfiance peut s'installer entre les individus, si le curateur et l'autorité s'interrogent sur ce consentement et remettent en doute la véracité des propos émanant de leurs clients.

Par conséquent, ce « jeu relationnel » piège tous les acteurs . Comme exposé ci-dessus, toute tentative pour sortir de l'aide contrainte est vaine et ne fait que replonger chaque acteur dans le paradoxe. La situation de double lien prend forme, étant donné cette impossibilité de mettre un terme à la relation et de sortir du paradoxe (Hardy, 2001). Pour déjouer cette situation d'aide contrainte, des pistes d'intervention sont proposées à la suite de l'analyse.

4. Tensions entre les acteurs découlant de ce contexte paradoxal

Les désaccords éventuels entre les acteurs au sein de cette relation triangulaire émanent de cette situation de double lien. « Le double lien doit être conçu non dans les termes d'un bourreau et de sa victime mais en termes de personnes prises dans un système permanent qui produit des définitions conflictuelles de la relation » (Bateson, 1972/1980, cité par Hardy, 2001, p.23).

Le contenu de ce mandat, à caractère imprécis, accentue ces relations conflictuelles. En effet, les CAE dépendent du cas par cas et ses missions, par conséquent, ne sont pas clairement définies dans le Code civil. Cependant, les fonctions de chaque acteur et le rôle exact du mandat devraient apparaître dans l'ordonnance du tribunal tutélaire.

Néanmoins, dans la pratique, les enquêtes montrent une vision mitigée au sujet de la clarté du mandat et des rôles du partenariat au sein du réseau. Les sondés (familles et curateurs) relèvent un manque de cohérence, de communication au sein du réseau et une incompréhension des fonctions de chaque acteur. Ces résultats ont pour effet un décalage par rapport aux rôles, valeurs et aux priorités de chacun et alimentent les tensions entre les acteurs (Wiguet, 2006).

Les incompréhensions entre les trois acteurs principaux et leurs mécontentes sont mises en évidence à travers cette analyse. L'examen de ces tensions est centré sur les relations entre l'Etat et les familles (comprenant les parents et enfants), afin de répondre à mon questionnement. De même, l'intervention du curateur sera questionné quant à sa position ambiguë à travers cette injonction paradoxale.

4.1. Les « aidés contraints »

4.1.1. Les familles bloquées dans l'injonction paradoxale

Les contradictions exposées au préalable résultant de cette injonction paradoxale amènent à des tensions entre les familles et les autorités compétentes. En effet, les parents sont perçus comme étant incapables de reconnaître leur besoin d'aide et si tel est le cas, inaptes à demander de l'aide. Cette discorde découle du désir implicite et impossible de l'autorité compétente à ce que la famille sollicite leurs services avant même que la mesure est instaurée ou du moins, reconnaisse la nécessité de changer.

... Conséquences ...

Ce souhait masqué de l'autorité met en péril les bonnes intentions de la famille, soupçonnée de collaborer uniquement parce qu'il lui a été exigée. Lorsque les autorités et mandataires tutélaires s'interrogent sur son adhésion réelle ou simulée, une attitude méfiance réciproque naît. Et même dans les cas où la famille apporte les modifications sommées dans ses tâches éducatives, un manque de spontanéité lui sera reproché. Peu importe ses actes, le résultat ne sera pas satisfaisant. Elle est bloquée par une demande contenant deux éléments se contredisant et par conséquent, empêchant sa réalisation (Hardy, 2001).

Une deuxième incompréhension au sein de ce partenariat réside dans le changement attendu par les autorités. L'injonction paradoxale résulte de la confusion entre deux niveaux de changements distincts : celui du comportement de la personne et celui de sa personnalité. Le strict changement de comportement devrait être suffisant comme objectif permettant de lever la mesure. Or, l'envoyeur attend davantage et ce glissement de l'un à l'autre initie le paradoxe.

Ceci est source de tension, car l'autorité définit sa tâche avec comme but le changement de l'individu, mais il s'agit d'un objectif irréalisable pour la famille, vu son caractère indémontrable. À nouveau, définir précisément le mandat avec l'aide d'objectifs clairs et réalisables contrecarrerait ce problème (Hardy, 2001).

4.1.2. Les familles dépendantes du mandat

Mey relate en 2010 de l'étude qualitative (exposée au point 1.4.) les perspectives différentes de chaque acteur au sein d'une mesure de protection. Les résultats de cette enquête soulignent que l'aidé contraint reconnaît de manière générale la nécessité de la mesure et même dans certains cas fait appel aux mandataires pour être soutenu. Cependant, cette position de demandeur peut engendrer le phénomène parallèle suivant, un rapport de dépendance s'établit.

... Conséquences ...

Ce rapport de dépendance entre les curateurs éducatifs et les destinataires de la mesure implique certaines répercussions lorsque le but du mandat est incompris. Certains parents attendent trop de la mesure éducative et espèrent être soulagés dans leurs tâches éducatives.

Par incompréhension de la mesure imposée, ils attribuent la responsabilité d'agir au curateur et leur formulent des reproches lorsque celui-ci fait appel à leurs devoirs. Ceci est contraire à l'esprit d'une CAE, qui par cette assistance, n'ôte pas l'autorité des parents, mais les épaulé dans l'exercice de cette fonction. Ces fausses attentes peuvent frustrer les parents (Mey, 2010).

4.1.3. Les familles dépassées par le mandat

Une CAE opère en faisant appel aux ressources parentales. L'intervention se complexifie lorsque le mandataire n'a pas la possibilité de solliciter le potentiel des familles, dépassées par la situation et « à bout de force ». Cette problématique est présente en grand nombre sur le terrain. En effet, la deuxième cause expliquant le prononcé d'une mesure tutélaire pour des mineurs est la négligence parentale (15%). Néanmoins, celle-ci n'est que très rarement intentionnelle et s'explique davantage par des parents dépassés dans un environnement précaire (pauvreté, familles monoparentales) ou comportant des troubles (toxico-dépendance, problème psychique, etc.) (Jud, 2010).

... Conséquences ...

Dans de telles circonstances, le curateur agit directement auprès de l'enfant, mais continuera à valoriser les potentiels des parents en essayant de les faire participer. Lorsque ses actions n'ont pas les résultats immédiats escomptés, la répercussion la plus alarmante est qu'il abandonne, découragé par une situation à laquelle il doit faire face seul, sans l'aide des parents. En effet, face à une mesure sans un succès rapide, les acteurs ont une tendance à la résignation (Häfeli et al., 2010).

Quant aux parents, ils se sentent délaissés. Comme ils se sentent impuissants, ils attribuent la responsabilité d'agir au curateur et le tiennent comme responsable en cas d'échec. À nouveau, cet aléa est favorisé par une incompréhension du dessein du mandat.

4.1.4. Les familles niant leurs carences éducatives et refusant le mandat

Les autorités mandatent des professionnels afin d'effectuer une expertise décelant les carences éducatives. Cette évaluation se base sur des critères pré-établis perçus comme « objectifs ». Toutefois, des notions relevant à l'éducation, au développement de l'enfant sont culturellement déterminées. Ainsi, il est possible que les familles aient une vision divergente.

Deux options s'offrent à elles qui dépendent en partie de leur analyse subjective de l'injonction. Elles perçoivent les actions du professionnel comme une aide et collaborent activement en tenant compte de ses conseils. Et à l'inverse dans le cas présent, elles se sentent disqualifiées dans leurs habiletés et stigmatisées par une étiquette de parents inadéquats, percevant le mandat comme inapproprié et toute intervention du curateur comme une intrusion dans leur sphère privée (Hardy, 2003).

Néanmoins, N. Nanchen (personal communication, April 12, 2011) soutient qu'un déni du problème (les familles n'admettent pas les difficultés mises en évidence) est rare et advient uniquement lorsque les incompétences parentales sont alarmantes. La gravité de cette situation dénote qu'il n'est pas adapté d'envisager une CAE et une mesure davantage restrictive s'impose.

... Conséquences ...

Il a été énoncé au préalable qu'un refus total d'une mesure tutélaire est difficile, voire même impossible du fait de l'injonction paradoxale. En effet, l'aidé contraint, à travers cette curatelle, se retrouve en situation de « double lien », où il a l'obligation d'y répondre et ne peut donc mettre un terme à cette relation compte tenu les enjeux de ce mandat. Par contre, les bénéficiaires de la mesure ont une alternative. Ils n'admettent pas ce mandat, mais adoptent la stratégie évoquée précédemment : « faire semblant » de l'accepter, sans toutefois tenir compte des conseils émanant du curateur éducatif.

4.1.5. L'enfant au sein d'un environnement familial conflictuel

En répertoriant les causes entraînant des mesures de protection civile, « les conflits d'adultes autour de l'enfant » sont majoritaires (71 %). Ces désaccords ne proviennent pas du paradoxe de la mesure. En revanche, ils méritent une attention particulière vu leur nombre significatif dans les statistiques (Jud, 2010).

Ces conflits surgissent essentiellement après un divorce conflictuel « entre le père et la mère de l'enfant, lorsqu'un des deux seul détient l'autorité parentale ou lorsque l'aménagement d'une garde alternée pose de sérieuses difficultés » (Jud, 2010, p. 39). Les parents ne différencient plus leur conflit d'ancien couple à leur rôle parental.

Ces enfants sont « pris en étau dans un conflit parental » (Jud, 2010, p. 35) sans toutefois, qu'un danger direct du bien-être de l'enfant et des carences parentales ont été décelés. Néanmoins, la mésentente des parents est telle, qu'elle se répercute sur le développement de leurs enfants.

Conformément à l'avis de G. Frossard, la curatelle d'assistance éducative instituée à la suite d'un divorce conflictuel est un « échange de bons procédés ». En effet, l'autorité parentale est en général attribuée à l'un des parents et l'autre recevra une curatelle de droit visite. En contrepartie de cette CDV, le parent non-gardien en signe de « revanche » pourra demander l'instauration d'une CAE au parent gardien (personal communication, April 16, 2011).

Qu'en est-il du rôle particulier du curateur éducatif lorsqu'il intervient dans cet environnement ? Le mandataire tutélaire agit auprès de l'enfant et le tient à l'écart de ces discordes. Toutefois, ce n'est pas dans ses compétences d'essayer de les résoudre (STG, 2006). Par contre, la complexité de cette situation est d'obtenir la collaboration des deux parents, nécessaire au fonctionnement d'une CAE.

Ce contexte particulier fait appel à l'interrogation suivante : la curatelle d'assistance éducative sert, comme dans sa mission initiale, à préserver le bien de l'enfant ? Dans le cas présent, elle est davantage présente pour apaiser les tensions parentales, que par souci de l'intérêt de l'enfant (G. Frossard, personal communication, April 16, 2011).

... Conclusion intermédiaire ...

Ma question de recherche se questionne sur la possibilité d'allier deux éléments antagonistes : l'aide et la contrainte. Effectivement, astreindre les familles à accepter une CAE est réalisable. Toutefois, ceci ne signifie pas que la mesure sera un succès. En effet, il n'existe pas une réponse universelle à cette question, car cette mesure tutélaire s'inscrit dans un environnement propre à chaque famille et dépend donc de ses représentations, ses valeurs, etc. Des tensions peuvent jaillir au sein de cette forme d'aide spécifique, confirmant ainsi mon hypothèse. Leur acceptation du mandat et leur participation à la mesure seront des renforts précieux au travail des curateurs pour apaiser ces tensions et obtenir des résultats à leurs actions entreprises.

4.2. L' « aidant » et sa position ambiguë dans l'injonction paradoxale

Gérer cette injonction pose certains obstacles sur le terrain aux assistants sociaux. Les propos de cette curatrice évoquent les difficultés de cette mesure au quotidien : « On est souvent vu comme les méchants, etc. Les six premiers mois sont les plus durs, car on est vu comme intrusif dans un système où il y a des compétences parentales. Ça demande du temps et c'est parfois décourageant » (N. Nanchen, personal communication, April 12, 2011).

L'aidant exerce une position d'intermédiaire au sein de ce mandat. Il aide les parents à changer leurs habitudes quant à l'éducation de l'enfant. Toutefois, une menace plane au-dessus des familles en cas de non-collaboration. L'autorité s'acquitte de ce pouvoir, défini comme étant « la possibilité d'exercer sur une personne une action l'amenant à faire ce qu'il ne ferait pas sans cela » (Retzer, 2002, cité par Blülle, 2010, p. 184). Cette contrainte exercée, limitant les actions des familles, contient le risque de déplacer la responsabilité de ce mandat en partie sur cette instance de contrôle et voir même sur les mandataires.

C'est là qu'intervient la difficulté du curateur et l'ambiguïté de son mandat. Son rôle est uniquement de préserver le bien de l'enfant et c'est aux parents qu'incombe la charge de produire un changement dans leurs pratiques éducatives (Blülle, 2010). Cependant, lorsque les familles ont des fausses attentes de la mesure, ils déchargent leurs obligations parentales sur les curateurs. Ceci provoque parfois un repli réciproque où le curateur également abandonne, perdu au sein d'un mandat complexe.

Les attitudes des professionnels, opérant au sein d'un paradoxe, sont diverses. Certains privilégient une des deux options de la mesure. Ces stratégies, vu précédemment, consistent en un déni du paradoxe. D'autres adoptent une attitude ambivalente, souhaitant tantôt montrer leur rôle « d'aidant » afin d'obtenir la confiance des parents, tout en utilisant par moment la menace de la contrainte. Pourtant, celle-ci devrait être exercée par l'autorité.

En effet, le curateur, dans les situations difficiles, doit se tourner vers l'envoyeur qui rappellera les parents à l'ordre. Cependant, l'enquête de Häfeli et al. (2010) relève une bonne collaboration entre l'autorité et les mandataires, mais ces derniers ne la sollicitent pas en cas de besoin. Cela révèle une première confusion des rôles au sein même d'un acteur de la relation triangulaire (l'Etat), due à un mandat sans contours précis, où l'aidant utilise les prérogatives de son envoyeur.

Une seconde inversion des rôles se produit dans les cas où l'intervenant social n'a pas connaissance de ce que l'autorité attend exactement de lui. Effectivement pour épauler les familles, un mandat précis faisant apparaître les carences éducatives et les actions à entreprendre est essentiel (STG, 2006). Le cas échéant, une curatrice rapporte « etc. il faut toujours se demander ce qu'on va bien pouvoir faire avec ce que l'on reçoit » (Mey, 2010, p.171). L'aidant se retrouve ainsi à apprécier le danger afin de cerner la portée de son intervention et ses missions (Frossard, 2010). Par conséquent, c'est une inversion des rôles, où le curateur évalue la situation familiale, fonction appartenant à l'autorité tutélaire.

Lorsque le mandataire tutélaire participe à l'expertise préalable permettant d'instituer la mesure, l'ambiguïté autour de son rôle s'amplifie. En effet, l'injonction contient la demande impossible consistant à désirer que les individus sollicitent cette aide de manière spontanée. En revanche, le curateur a contribué au prononcé de la mesure tutélaire, sachant ainsi que la famille n'a pas demandé cette aide. Deux alternatives s'offrent alors au curateur : il se méfie de tous les propos ou actes des familles ou au contraire ne remet pas en doute la véracité de la demande d'aide, afin de ne pas entrer dans ce jeu impossible (Hardy, 2001).

... Conséquences ...

Ces inversions de rôle entraînent des difficultés de communication et des tensions entre les partenaires du réseau. Les curateurs ne saisissent pas leurs responsabilités, pouvant entraîner des inquiétudes lorsque la mise en danger d'un enfant leur a échappé (STG, 2006). Quant aux familles, elles ne saisissent pas les attributions respectives de chacun. Les actions du curateur non décrites dans le jugement prononcé seront incomprises et perçues comme une immixtion supplémentaire dans leur sphère privée. Elles peuvent être remises en doute et par conséquent, perdent de leur crédit (Frossard, 2010).

... Conclusion intermédiaire ...

Le quotidien d'un curateur est complexe. En effet, précédemment, le manque de clarté de ce mandat a été mis en évidence. Ceci favorise des situations confuses, où des inversions de rôle s'opèrent (le mandataire se retrouve à prendre la place de son envoyeur). De plus, le mandataire se situe à la frontière de différents pôles, tiraillé entre la famille contrainte à accepter l'assistance et ayant des attentes spécifiques et les ordres de l'autorité espérant une amélioration de la situation. Cette difficulté résulte de l'injonction paradoxale.

Outre cela, le mandataire opte parfois entre différentes stratégies favorisant, tantôt l'aide, tantôt la contrainte. Cependant, il n'est pas obligé d'opérer ce choix. Il a la possibilité d'agir en tenant compte des deux penchants de cette mesure. Sa mission première est d'aider les familles, sans omettre qu'il agit sous mandat. Ainsi, cette intervention est initialement justifiée après l'expertise ayant décelé des carences parentales. Dès lors, l'arme de la contrainte s'avère parfois pertinente. Par conséquent, ces propos nuancent la deuxième partie de mon hypothèse.

4.3. Quelques pistes d'intervention

+ Les bienfaits d'un mandat clair

Les tensions exposées ci-dessus (les inversions de rôles, les incompréhensions de la famille, etc.) sont liées à l'absence souvent constatée dans les jugements d'un mandat définissant les responsabilités et obligations respectives de chacun. Une intervention propice amenant à des résultats bénéfiques dans une situation paradoxale nécessite au minimum que les acteurs participant à la mesure ont à leur connaissance les éléments suivants :

- ⇒ Le sens du mandat et ses enjeux
- ⇒ Le rôle de chaque acteur, l'étendue de son pouvoir et ses attentes
- ⇒ Les objectifs à atteindre dans un certain délai pour lever la mesure

Lorsque ces détails sont connus, les partenaires ont la possibilité de collaborer pour construire ensemble une intervention cohérente. C'est uniquement en comprenant le sens de la curatelle d'assistance éducative, que les familles peuvent y participer (Stettler, 2006) et admettre davantage l'aide contrainte. Dès lors, le curateur a moins besoin de se justifier dans ses actions, lorsqu'elles apparaissent clairement (G. Frossard, personal communication, April 16, 2011). Par conséquent, un mandat explicite aurait l'avantage de modérer ces tensions et d'éviter les incompréhensions découlant d'un contexte initial paradoxal.

C'est pour cette raison qu'en droit tutélaire, un débat sur la curatelle au sens large de l'article 308 a été engagé quant à la clarification du contenu de la mesure. Dès 2013 avec la révision du CCS, un nouvel article entrera en vigueur dans le but d'indiquer précisément la description des carences éducatives des parents, leur fragilité ou celle de l'enfant, ainsi que les missions du curateur (Confédération suisse, art. 314 al.3, 2008).

+ Percevoir « l'aidé contraint » comme un acteur en valorisant ses ressources

Clarifier les enjeux du mandat implique une reconnaissance des compétences du bénéficiaire de la mesure à évaluer ses possibilités d'action dans ce contexte. Cependant, si l'employeur uniquement précise ses attentes, la marge de manœuvre des autres acteurs est réduite. Laisser à la famille clarifier elle-même ses attentes semble pertinent tout en lui proposant des moyens adaptés à sa situation (Hardy, 2001).

Cette proposition aurait l'avantage pour les curateurs de valoriser les potentialités de l'aidé contraint, de changer le regard porté sur eux en les percevant comme des acteurs ayant des ressources et de tenir compte de leur histoire et de leur contexte familial.

N. Nanchen consent à cette perception. Elle préconise une intervention où le curateur valorise les capacités des parents et pose d'entente avec eux des critères objectifs. Cette démarche a l'avantage de tenir compte de leur point de vue et ainsi de les respecter (personal communication, April 12, 2011).

Afin de développer les aptitudes des familles, une méthode intitulée « le développement du pouvoir d'agir » (DPA), synonyme de « l'empowerment » en anglais existe. Cette approche théorique conduit à replacer le praticien dans une posture de créateur de solutions pour répondre à des situations uniques. Pour cela, le professionnel développe le pouvoir d'agir des familles, en adoptant une posture de négociateur. Il discute de la cohérence des directives, des contraintes imposées, des alternatives proposées, permettant à l'aidé de retrouver sa dignité de sujet capable (Le Bossé, 2007).

+ Tenir compte de l'intérêt de l'enfant comme principe prioritaire

L'enfant a le droit d'être entendu personnellement et de manière appropriée avant d'ordonner une mesure de protection (CCS, art. 314 ch.1², 2011). Cette audition a lieu dès que l'enfant a la maturité suffisante pour saisir le sens de la mesure. Des critères tels que son âge, sa capacité de discernement, etc. sont retenus. Le tribunal fédéral retient l'âge de six ans comme possibilité pour entendre l'enfant et l'impose systématiquement à l'âge de 12 ans (Affolter & Frossard, 2010).

² Cet article, avec la révision du CCS, sera déplacé dans l'article 314a dès le 1^{er} janvier 2013.

L'enfant, le premier concerné à travers cette mesure, a le droit d'être informé sur la situation à venir et les changements apportés au sein de son foyer. Cette audition, lorsqu'elle est bien réalisée, permet à l'enfant de comprendre la décision tutélaire et de l'accepter, pour autant que ses parents l'admettent également.

Informé et entendu l'enfant évoque deux droits de la CDE. Le premier concerne son droit d'être entendu dans toute procédure le concernant (art. 12). Ce droit ne se limite pas à une simple écoute de l'enfant mais s'étend à une prise en compte de son avis, dans la mesure du possible. Cet article est révolutionnaire, car il établit un nouveau rapport entre les enfants et les adultes. En effet, l'enfant est protégé par son statut de mineur, mais détient également des prestations, comme le droit à participer aux décisions le concernant. Ce nouveau droit transforme l'enfant en un acteur compétent capable d'agir et d'influencer sa vie (Zermatten, 2007).

A travers cette écoute, l'enfant énonce ses conditions de vie, son cadre éducatif, etc. Tenir compte de ce récit est un paramètre indispensable dans la perspective de déterminer le bien de l'enfant. Ceci touche donc à un deuxième droit de la CDE (art. 3) : faire de l'intérêt de l'enfant la considération première pour toute décision le concernant et remplit ainsi l'objectif central d'une CAE (préserver cet intérêt).

+ Identifier la relation d'aide contrainte et l'accepter

Constater cette injonction paradoxale est le premier pas à franchir dans ce mandat. En second lieu, après cette identification, il faut en outre accepter que l'aidé contraint n'a pas nécessairement demandé cette aide et/ou ne la souhaite pas. L'intervenant se retrouve dans une impasse : il ne peut pas ne pas intervenir et se retrouve dans l'impossibilité d'astreindre des personnes à se changer.

Même les situations où les familles mentionnent un désir d'aide, le curateur ne devrait pas remettre en question la véracité de ces propos en percevant une certaine manipulation. Il est inutile, selon Hardy, de se questionner à ce propos, étant donné qu'il est impossible pour un individu de prouver et de plus, ceci engendre une situation bloquée où chacun se méfie de l'autre.

Watzlawick (1990) énonce l'absurdité de se poser la question de savoir si tel individu manipule ou influence un autre, car la loi de la communication humaine présuppose l'incontournable influence des individus au sein d'interactions. En effet, cette perspective admet que n'importe quelle action peut être vue comme stratégique car elle est en soi une influence au sein de la relation (cité par Hardy, 2001).

La solution réside dans le propos suivant: « si tu veux m'aider, ne m'aide pas ». En refusant à forcer les individus à vouloir de cette aide, une possibilité d'intervenir s'ouvre (Elkaïm, 1987, cité par Hardy, 2001, p. 46).

+ Adopter une nouvelle représentation du changement

« Le Mode de pensée occidental est construit sur un processus de raisonnement au travers duquel tout événement s'explique par ses causes » (Riedl, 1996, cité par Hardy, 2001, p. 56). Cette conception amène à penser qu'un individu change en ayant conscience de ses difficultés. Bateson remet déjà en question au début des années 50 cette vision. Il combat le fait de vouloir isoler un comportement en observant ses causes et se préoccupe de la relation et des interactions (cité par Hardy, 2001).

Désormais, les chercheurs de ce courant s'intéressent à ces inter-relations où ces comportements apparaissent. Concrètement, l'intervenant œuvre avec les bénéficiaires de la mesure, dans un projet commun, pour répondre à l'injonction. Cette dynamique contribue également à concevoir les aidés contraints comme des acteurs compétents.

Cette intervention alternative remanie les règles du jeu. Le professionnel s'utilise afin d'expérimenter avec les autres acteurs ce jeu relationnel. Il opère au sein de cette histoire familiale en la partageant au lieu d'intervenir sur des carences observées. C'est à travers ces modifications au sein d'une interaction que peut résulter le véritable changement.

A travers cette démarche, une nouvelle représentation du changement des aidés contraints est proposée. Il reste encore à veiller à ce que les autorités n'attribuent pas des objectifs ayant comme visée un changement de l'individu, vu que cette attente est irréalisable. En effet, pour éviter les déceptions et dépasser ce double lien, l'autorité doit admettre que la levée de la mesure se fait par l'accomplissement d'une tâche et non par la modification d'une « personne déviante » (Hardy, 2001).

5. Conclusion

L'analyse de la curatelle d'assistance éducative a relevé certaines tensions entre les partenaires impliqués au sein de cette mesure. Par conséquent, la première partie de mon hypothèse se vérifie. En effet, dans la pratique, la CAE est mal définie laissant ouvert la porte à toutes sortes d'attentes et d'interprétations du mandat. De plus, les acteurs de la relation triangulaire ne saisissent pas les fonctions respectives de chacun, faisant apparaître une confusion et un inversement des rôles. Ainsi, le contexte dans lequel l'aide sous injonction paradoxale évolue est complexe. Il peut à la fois, comme vu ci-dessus, être synonyme de dysfonctionnements, de tensions et à la fois être source de possibilités (Wiguet, 2006).

Des pistes d'intervention existent pour dé-piéger la situation paradoxale et éviter des tensions. Opérer de manière pertinente nécessite pour les mandataires de tenir compte des éléments suivants. Ils exposent clairement leurs attributions, identifient les limites de ce mandat, repèrent et acceptent cette contrainte à laquelle est soumise la famille. Pour cela, l'envoyeur attribue un mandat clair aux mandataires. Cette difficulté décelée dans la pratique sera résolue en partie avec la modification du Code civil, imposant un mandat davantage détaillé.

Les curateurs sont également attentifs aux conflits implicites, relevant de cette aide contrainte, qui masquent les besoins des bénéficiaires de la mesure. Après l'identification de ces besoins, ils valorisent les compétences des familles afin qu'elles participent activement à la mesure. Les carences familiales peuvent être multiples et relevant de divers champs sociaux. Ainsi, un réseau de professionnels de divers horizons complète cette aide. L'enjeu est d'obtenir une collaboration étroite entre ces divers spécialistes pour une intervention cohérente et interdisciplinaire.

En dépit de ces issues, il faut être conscient que cette mesure conjuguant aide et contrôle se différencie d'un soutien ordinaire, tel qu'un appui éducatif en milieu ouvert [AEMO], proposant une aide sans contrainte. En effet, cette alternative à la CAE n'est pas envisageable dans tous les cas figures, car deux conditions doivent être remplies: après l'enquête de la situation familiale, le danger pour l'enfant n'implique pas l'exigence d'une mesure tutélaire et les parents acceptent cette collaboration.

La seconde partie de mon hypothèse présupposait l'obligation du curateur à choisir entre l'un ou l'autre penchant de la mesure. Certains professionnels s'efforceront de masquer un de ces deux aspects, sans y parvenir véritablement. Par conséquent, je tiens à nuancer cette hypothèse car non seulement choisir entre l'aide et la contrainte n'est pas obligatoire et au demeurant, inefficace, vu que cette stratégie consiste en un déni de la situation.

Un moyen pour le mandataire de conjuguer avec ces deux dispositions contradictoires est d'accepter d'emblée cette contrainte. Pour cela, au moment du déclenchement d'une CAE, il pose un cadre à la famille, afin de transmettre le côté astreint de la mesure. Par la suite, le curateur se centre sur l'aide et fera appel à l'autorité pour utiliser l'arme de la contrainte qu'en cas de danger pour l'enfant. Pour cela, il construit une dynamique où la famille est valorisée dans ses compétences, ce qui permet à cette dernière d'accepter davantage cette aide contrainte.

Ce présent travail a examiné une mesure de protection de l'enfance contenant une aide contrainte en étant ciblé essentiellement sur la perspective des travailleurs sociaux et leur quotidien. Quant à l'enfant au sein de ce mandat, certains de ses droits fondamentaux ont été évoqués à travers ce mémoire. Le principal défendu est l'intérêt supérieur de l'enfant. Effectivement, une CAE a comme cible de préserver son intérêt dans un cadre familial carencé. Son droit d'être entendu, à travers l'audition initiale, est également présent et a l'avantage d'écouter sa parole et de l'informer sur la situation. Ces principes épousent par conséquent l'esprit de la Convention internationale des droits de l'enfant. Dans cette optique des droits de l'enfant, il serait pertinent également de connaître leur ressenti face à cette mesure. Enquêter sur leur point de vue pourrait faire l'objet d'un mémoire.

Abréviations

AP	Autorité parentale
DPMIn	Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs
CAE	Curatelle d'assistance éducative
CDV	Curatelle
CCS	Code civil suisse
CDE	Convention relative aux droits de l'enfant
COPMA	Conférence des cantons en matière de protection des mineurs et des adultes
CPS	Code pénal suisse
OPE	Office pour la Protection de l'Enfant
OTT	Ordonnance du Tribunal Tutélaire
STG	Service du tuteur général

Bibliographie

Affolter, K., & Frossard, G. (2010, December). *Protection des mineurs et des adultes* : Vol. 6. Zürich : Schulthess.

Ariès, P. (1973). *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*. Paris : Seuil.

Bateson, G. (1972/1980). *Vers une écologie de l'esprit 2* (F. Drosso, L. Lot & E. Simion, Trans.). Paris : Seuil.

Blülle, S. (2010). Regard de la pratique : facettes de la dynamique entre autorité tutélaire, mandataire et client. In C. Häfeli, A. Jud, E. Mey, M. Stettler & P. Voll (Eds.), *La protection de l'enfance : gestion de l'incertitude et du risque : recherche empirique et regards de terrain* (pp. 180-193). Genève : Institut d'Etudes Sociales.

Confédération suisse. (2011, January 1). *Code civil suisse*. Retrieved February 9, 2011, from [http:// www.admin.ch](http://www.admin.ch)

Confédération suisse. (2008, December 19). *Révision du Code civil suisse*. Retrieved February 9, 2011, from <http://www.admin.ch/ch/f/ff/2009/139.pdf>

Conférence des cantons en matière de protection des mineurs et des adultes (2010). *Aide-mémoire statistiques 2010*. Retrieved March 10, 2011, from <http://www.vbk-cat.ch/fr/04-dokumentation/01-erhebungsbogen.php?navid=14>

Convention relative aux droits de l'enfant. (1989). Sion : IUKB.

De Meyer, P., & Favez, M. (2010). Regard de la pratique : l'aide socio-éducative sous mandat : piège ou opportunité d'évolution ? In C. Häfeli, A. Jud, E. Mey, M. Stettler & P. Voll (Eds.), *La protection de l'enfance : gestion de l'incertitude et du risque : recherche empirique et regards de terrain* (pp. 194-200). Genève: Institut d'Etudes Sociales.

Elias, N. (1991). *La société des individus*. Paris : Fayard.

Frossard, G. (2010). Regard de la pratique : quelques réflexions sur la relation entre les autorités et les mandataires. In C. Häfeli, A. Jud, E. Mey, M. Stettler & P. Voll (Eds.), *La protection de l'enfance : gestion de l'incertitude et du risque : recherche empirique et regards de terrain* (pp. 145-148). Genève : Institut d'Etudes Sociales.

Häfeli, C., Jud A., Mey, E., Stettler, M., & Voll, P. (Eds.) (2010). *La protection de l'enfance : gestion de l'incertitude et du risque : recherche empirique et regards de terrain*. Genève : Institut d'Etudes Sociales.

Hardy, G. (2003, October). *L'aide contrainte. De la juxtaposition des spécialités vers la convergence et la complémentarité des compétences et des fonctions*. Communication présentée au séminaire sur l'aide contrainte, Lausanne.

Hardy, G. (2001). *S'il te plaît, ne m'aide pas ! L'aide sous injonction administrative ou judiciaire*. Ramonville Saint-Agne : Recherches et synthèses.

Imthurn, V. (2002). *Les droits des parents et des enfants : de la grossesse ou de l'adoption à la majorité, des allocations pour enfants au salaire des apprentis*. Lausanne : Fédération romande des consommateurs.

Jud, A. (2010). La mise en danger du développement de l'enfant. In C. Häfeli, A. Jud, E. Mey, M. Stettler & P. Voll (Eds.), *La protection de l'enfance : gestion de l'incertitude et du risque : recherche empirique et regards de terrain* (pp. 35-53). Genève : Institut d'Etudes Sociales.

Le Bossé, Y. (2007, May 5). *L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir : une alternative crédible ?* Retrieved June 12, 2011, from <http://www.wmaker.net/anas/attachment/103948/>

Meier, P., & Stettler, M. (2009). *Droit civil suisse*. Zürich : Schulthess.

Mey, E. (2010). Les interactions sous la loupe. In C. Häfeli, A. Jud, E. Mey, M. Stettler & P. Voll (Eds.), *La protection de l'enfance : gestion de l'incertitude et du risque : recherche empirique et regards de terrain* (pp. 155-179). Genève : Institut d'Etudes Sociales.

Moreau, T., & Tulkens, F. (2000). *Droit de la jeunesse : aide, assistance, protection*. Bruxelles : Larcier.

Service du tuteur général. (2006). *La curatelle d'assistance éducative art. 308 al. 1 CCS (CAE). Essai de synthèse et recommandations pratiques*. Genève: Service du tuteur général.

Stettler, M. (2006). Les mandats tutélaires fondés sur l'application de l'art. 308 CCS. In D. Piotet & D. Tappy (Eds.), *L'arbre de la méthode et ses fruits civils : Recueil de travaux en l'honneur du professeur Suzette Sandoz : Vol. 28. Recherches juridiques lausannoises* (pp. 321-331). Genève : Schulthess.

Stoecklin, D. (2009). *Voir sa vie autrement. Le kaléidoscope de l'expérience*. Archamps : Jouvence.

Tribunal fédéral suisse. (2002, June 11). *Arrêt de la IIe Cour civile : 5C.109/2022*. Retrieved May 18, 2011, from <http://www.bger.ch/fr/index/juridiction/jurisdiction-inherit-template/jurisdiction-recht.htm>

Wiguet, E. (2006). *En quoi l'aide sous injonction judiciaire aux adolescents et jeunes adultes influence-t-elle les possibilités et limites de l'intervention socio-éducative, à l'exemple de la Fontanelle ?* Sion : Haute école santé-social.

Zermatten, J. (2008). *La petite histoire d'une révolution : celle des droits de l'enfant*. Sion : Institut international des droits de l'enfant.

Zink, A. (2009). *Risque zéro dans la maltraitance envers les enfants, vers une politique du tout signalement? : conséquences et incidences pour un service de protection de l'enfance : l'exemple genevois*. Sion : IUKB.